



SPIN-OFF* DU FEUILLETON DE L'ÉTÉ

À la DGCA, on connaît la chanson...

S'il n'y a pas de solution, c'est qu'il n'y a pas de problème**

* dérivé
** devise shaddock

Après plus de quatre ans de discussions à la direction générale de la création artistique (DGCA), l'arrêté relatif aux missions et à l'organisation de la DGCA entraînant la mise en place d'un projet de service est paru au Journal Officiel courant juin.

Autant de mois passés dans des **simulacres de concertation interne, où le débat est empêché par un assourdissant silence au sein de la direction !**

L'intérêt général et le sens du service public ne sont plus suffisamment à la mode semble-t-il pour pouvoir aboutir à un réel projet de service ! Seules les apparences comptent, ainsi que le nouveau leitmotiv « *il faut avancer* » et son acolyte « *il faut aller vite maintenant* ». Derrière le masque : la casse !

Le projet de loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) témoigne d'ailleurs de cet appauvrissement intellectuel et humain et réduit à peau de chagrin l'ensemble des enjeux de la création.

Cette nouvelle organisation de la DGCA engage -entre autres- des choix de politique musicale alarmants.

Alors que les services centraux et déconcentrés du ministère avaient construit une structuration réfléchie, fruit d'une longue et étroite collaboration avec les collectivités territoriales, **on assiste aujourd'hui au démantèlement insidieux de celle-ci**, avec :

- l'abandon des petites équipes artistiques et des petits lieux de création et de diffusion au profit des « *grands* » : ce choix est une vision dépassée et ne permet pas d'assumer pas la mission d'animation des différents réseaux musicaux nationaux ;
- le maillage territorial et la diversité des esthétiques qui sont bradés au profit d'artistes choisis sous le mode du fait du prince, et dont la seule ambition est d'être des vitrines à l'international ;
- l'abandon de la musique comme enjeu démocratique, les publics et les territoires relayés au second plan ;
- des jeux de cour et d'influence néfastes : l'ère des baronnies a sonné !

Ce qui se prépare en interne nous annonce une période trouble :

- l'armée mexicaine par l'accroissement des cadres intermédiaires et la complexification des procédures : au point de réduire les missions du chargé de mission créant lenteur, démotivation et déresponsabilisation ;
- une forme d'hypocrisie à l'égard des DRAC, qui souvent ne sont pas consultées voire court-circuitées dans les décisions nationales ;
- plus largement, au sein du ministère, une incapacité à articuler la mise en place d'une politique sur l'éducation artistique et culturelle avec l'évolution des missions des conservatoires !

.../...

Ce qui se prépare en externe, les choix affichés sont :

- contre les propositions des syndicats qui présentaient des amendements ambitieux et essentiels au décret de la nouvelle structure Cité de la Musique et Philharmonie de Paris ;
- contre l'avis unanime du milieu de la musique contemporaine, la décision d'intégrer le Centre de documentation de la musique contemporaine (CDMC) à l'IRCAM ;
- contre l'avis des professionnels et des DRAC, le retournement brutal à l'égard du plan Scènes de musiques actuelles (SMAC) sous le prétexte fallacieux du manque de diversité artistique ;
- sans concertation avec les fédérations professionnelles musicales ni les DRAC, des mesures « *bling bling* » sur les ensembles musicaux !

**Madame la ministre, vous êtes en train de tout casser,
qui donc écoutez-vous pour en arriver là ?**

**il est encore temps d'arrêter cette pseudo-politique musicale qui sonne faux !
Elle entraîne le ministère, les agents en charge de ces politiques, et leurs missions à leur perte !**

La CFDT-CULTURE
Paris, le 8 juillet 2015

Dans l'épisode 4, et si on recommençait ?